



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTALLATION CLASSEE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2023 - 158

prescrivant l'ouverture d'une consultation du public relative à la demande d'enregistrement présentée par le DOMAINE de PINSOLLE (M. Bruno DAYOT) pour l'extension d'un élevage canin de 40 à 81 chiens sur la commune de RIVIERE-SAAS-et-GOURBY

**La préfète des Landes
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement (article R 512-46-11 et suivants) ;

VU le décret n° 2004-374 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-368 du 13 avril 2010 portant diverses dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement et fixant la procédure d'enregistrement applicable à certaines de ces installations ;

VU le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de Madame Françoise TAHERI, préfète des Landes ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 avril 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Daniel FERMON, secrétaire général de préfecture des Landes ;

VU la demande déposée le 11 mai 2023 par Monsieur Bruno DAYOT, gérant du Domaine de Pinsolle ;

VU l'avis favorable prononcé le 7 juin 2023 par la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations sur le caractère complet et régulier du dossier ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture des Landes

ARRETE

Article 1er

Le dossier d'enregistrement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, présenté par Monsieur Bruno DAYOT, gérant du Domaine de Pinsolle, dont le siège social est situé 961 route de Bielle, lieu-dit « Le Bielle de Pinsolle » à RIVIERE-SAAS-et-GOURBY (40180), porte sur l'extension d'un élevage canin.

Article 2

Cette consultation du public se déroulera pendant une durée de quatre semaines, **du lundi 17 juillet (8 h 30) au vendredi 11 août 2023 inclus (17 h 00).**

Article 3

Pendant la durée de la consultation, le public pourra prendre connaissance du dossier :

- à la mairie de RIVIERE-SAAS-et-GOURBY, située 21 place de la Mairie, aux jours et heures d'ouverture au public, soit :

- lundi et jeudi : de 8 h 00 à 12 h 00 et 13 h 30 à 18 h 00
- mardi : de 13 h 30 à 18 h 00
- mercredi : de 8 h 00 à 12 h 00
- vendredi : de 13 h 30 à 17 h 00

- à la mairie de SAINT-GEOURS-de-MAREMNE, située 1 place des Arènes, aux jours et heures d'ouverture au public, soit :

- lundi au vendredi : de 8 h 30 à 12 h 00 et 13 h 30 à 17 h 30

Le public pourra consigner ses observations sur le registre à feuillets non mobiles ouvert à cet effet.

Les observations pourront également être adressées :

- par correspondance adressée à Madame la préfète (Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial)
- par voie électronique à l'adresse suivante : pref-amenagement@landes.gouv.fr

avant la fin du délai de consultation du public fixée au **11 août 2023 à 17 h.**

Article 4 - Publicité

Un avis au public est affiché dans les mairies de RIVIERE-SAAS-et-GOURBY et SAINT-GEOURS-de-MAREMNE, quinze jours avant le début de la consultation du public, soit **avant le 3 juillet 2023.**

L'accomplissement de cette formalité sera certifié par le maire de chaque commune.

Le même avis est affiché par les soins du demandeur, dès le dépôt de sa demande et jusqu'à la fin de la consultation, sur le site de l'installation classée. Celui-ci devra être visible des voies publiques et être conforme aux caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du 16 avril 2012 du ministre chargé de l'environnement.

L'avis et la demande de l'exploitant sont, en outre, mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans les Landes, pendant une durée de quatre semaines, à l'adresse suivante :

<https://www.landes.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Eau.-Environnement.-Risques-Naturels-et-Technologiques/Installations-Classees-pour-la-Protection-de-l-Environnement/ICPE-processus-enregistrement>

La consultation du public est également annoncée, quinze jours au moins avant son ouverture, par les soins du préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux diffusés dans le département des Landes.

Article 5

A l'expiration du délai de consultation du public, le registre d'enquête sera clos et signé par le maire de RIVIERE-SAAS-et-GOURBY qui l'enverra au préfet dans les quinze jours à l'issue de la consultation. Celui-ci y annexera les observations qui lui auront été adressées.

Article 6

Les conseils municipaux de RIVIERE-SAAS-et-GOURBY et SAINT-GEOURS-de-MAREMNE sont appelés à donner leur avis sur la demande d'enregistrement et à le communiquer à la préfecture des Landes. Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés et communiqués dans les quinze jours suivant la fin de la consultation du public, soit **avant le 26 août 2023**.

Article 7

La préfète des Landes est l'autorité compétente pour prendre la décision d'enregistrement éventuellement assortie de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au I de l'article L. 521-7 du code de l'environnement, ou d'un arrêté préfectoral de refus.

Article 8

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de RIVIERE-SAAS-et-GOURBY, le maire de SAINT-GEOURS-de-MAREMNE, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'exploitant.

Mont-de-Marsan, le **26 JUIN 2023**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général


Daniel FERMON

